

1 décembre (Le Figaro)

[Cinquante ans de budgets en déficit: un vertige français \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Cinquante ans de budgets en déficit: un vertige français

Par [Anne de Guigné](#)

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 1 heure



Tous les derniers gouvernements sont parvenus au mieux à stabiliser le déficit, qu'ils ont ensuite laissé filer. via REUTERS / POOL / Lionel Urman/Sipa USA via Reuter / Lionel Urman / Serge Tenani / Hans Lucas via Re / Serge Tenani

**DÉCRYPTAGE - Le même scénario se reproduit fidèlement de décennie en décennie, mais la situation s'aggrave à chaque crise.**

Pour ses premiers vœux de président, [Valéry Giscard d'Estaing](#) tente de renouveler l'exercice avec un surprenant «*Adieu donc 1974, et salut à toi 1975*». Il ne se doute pas alors que cette année qu'il accueille avec cette solennelle bonhomie lui réservera bien des désagréments. En 1975, la France accuse de plein fouet le contrecoup du choc pétrolier. Le prix du baril a été multiplié par quatre entre octobre 1973 et mars 1974, et la conjoncture économique se retourne brutalement. La croissance, prévue à 4,3 % dans le budget initial, s'effondre à - 1 %

Le président laisse son premier ministre Jacques Chirac tenter de relever l'économie par un plan de relance. L'État dépense à tout va pour soutenir la consommation, stimuler l'investissement des entreprises, financer des programmes de modernisation des équipements publics... Les chèques s'accumulent et le déficit du budget frôle cette année-là les 2 % du produit intérieur brut (PIB), malgré une nette augmentation des impôts.

### Singularité française

Giscard réagit, en appelant Raymond Barre à Matignon. Après trois plans de rigueur, ce dernier peut se féliciter d'avoir nettement amélioré la situation. Las, au moment où le duo pouvait rêver à nouveau de budgets excédentaires, le second choc pétrolier vient mettre à bas leur stratégie. Durant les deux dernières années de son septennat, Giscard n'a plus alors qu'une idée fixe: contenir le déficit sous la ligne symbolique des 30 milliards de francs.

L'élection de François Mitterrand en 1981 renvoie aux oubliettes le fétichisme giscardien des 30 milliards. Sous la houlette de Pierre Mauroy, la France renoue grandiosement avec la relance, et le déficit franchit les 100 milliards de francs, montant astronomique pour l'époque, dépassant les 2 % du PIB. Les chiffres s'emballent, la France peine à se refinancer. Depuis Bercy, Jacques Delors exprime ses

doutes. *«Il y a deux styles possibles en France. Il y a celui qui consiste à ramener les déclarations près des réalités: c'est celui que je préconise. Et il y a l'autre style. (...) Il consiste à parler à trois kilomètres des réalités»*, lâche-t-il, morose. Le message porte.

Oubliant ses promesses électorales, Mitterrand lui demande d'assumer un programme de «désinflation compétitive». Ce virage apporte toutefois des résultats modestes, compte tenu de la conjoncture difficile. De 1987 à 1990, le rebond de croissance permet tout juste un début d'assainissement. Maigre exploit: le déficit se replie à nouveau sous les 2 % du PIB. Mais, quand la crise américaine de 1990 frappe la France, il s'envole pour atteindre des niveaux records, jusqu'à 6,4 % en 1993.

Le même scénario se reproduira fidèlement de décennie en décennie: dans les périodes de prospérité, les gouvernements parviennent au mieux à stabiliser le déficit, qu'ils laissent ensuite filer, chaque fois un cran plus loin, lors des crises. Une stratégie qui a fini par singulariser la France en Europe, alors même que l'équation se complexifie pourtant à partir de 1993. En vue du passage à l'euro, les États se sont en effet engagés, suivant les critères définis par le traité de Maastricht, à contenir leurs déficits sous les 3 % du PIB. Objectif atteint par Paris à la fin des années 1990, une période de croissance très dynamique. Alors qu'en 1995 le déficit dépassait encore les 5 %, il est ainsi ramené à 1,3 % en 2000. *«Réjouissons-nous que l'on puisse parler d'une cagnotte!»*, se félicite alors le premier ministre Lionel Jospin. Avant que l'explosion de la bulle internet ne dégrade à nouveau les comptes.

**On a des finances publiques qui ne donnent pas le sentiment qu'on puisse relâcher l'effort**  
*Emmanuel Macron, le 21 novembre 2023*

«Sous les 3 % en 2027»

Quelques années plus tard, c'est la crise des subprimes, venue des États-Unis, qui vient surprendre Nicolas Sarkozy. Elle plonge la France dans une sévère récession et lamine durablement les finances publiques. Le déficit culmine à plus de 7 % sous le gouvernement Fillon, qui, avant même l'explosion de la crise des subprimes, se déclarait déjà *«à la tête d'un État en faillite»*. Suit une longue et douloureuse période de redressement. À son arrivée à l'Élysée, François Hollande, épaulé de Jean-Marc Ayrault à Matignon, opte pour un redressement des comptes par les hausses d'impôts. Puis face au «ras-le-bol fiscal», le président opère un changement de stratégie. Dorénavant, les économies et la politique de l'offre sont privilégiées. Emmanuel Macron poursuit cette ligne. Et en 2017, le déficit revient, pour la première fois depuis 2007, sous la barre des 3 %. En 2018, il se rapproche même des 2 %, à son plus faible niveau depuis 2001.

Une première onde de choc, celle des «gilets jaunes», à laquelle l'exécutif répond par une salve de dépenses, vient briser cette belle dynamique, avant que la pandémie mondiale de coronavirus n'immobilise l'économie pendant des mois. Pour éviter l'effondrement, l'État socialise la quasi-totalité de l'activité. Le résultat est saisissant: en 2020, le déficit frôle les 9 % du PIB, du jamais-vu. Depuis, les gouvernements successifs tentent vaille que vaille de ramener ce ratio vers des étiages plus raisonnables. Le retour de l'inflation, dans la foulée de la guerre en Ukraine, ne facilite pas l'exercice. Ainsi, en 2023 le déficit est annoncé à 4,9 %, tandis que la loi de finances 2024 cible 4,4 %. Sans surprise, Bruxelles épinglait alors la France, aux côtés de la Belgique, de la Croatie et de la Finlande, il y a dix jours pour ces piètres performances budgétaires... Mais Emmanuel Macron s'y est engagé: le déficit repassera *«sous les 3 % du PIB en 2027»*.